

## **Sécurité alimentaire Canada**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Veillez noter que toutes nos recommandations sont extraites de *Du pain sur la planche : une politique alimentaire populaire pour le Canada*, offert sur notre site Web, avec des documents d'information plus détaillés, à [www.foodsecurecanada.org](http://www.foodsecurecanada.org). Malheureusement, en raison du fait que nous avons appris la tenue de la présente consultation seulement au milieu des vacances estivales, nous n'avons pas pu entreprendre une consultation plus approfondie de nos membres. Nous serions toutefois heureux de fournir plus de détails, ou de présenter les suggestions de nos membres de l'ensemble du pays, et aussi de comparaître devant le Comité à l'occasion des audiences qui précéderont le prochain budget. Les aliments sont un enjeu vital pour les Canadiens et la cohérence de la politique exige une réflexion judicieuse de la part de plusieurs ministères fédéraux (Santé, Agriculture et Agroalimentaire, Environnement, Commerce international, Pêches et Océans, etc.). À la fin, il faut une politique alimentaire nationale, ce qui ne peut évidemment pas se faire strictement par l'entremise d'une consultation budgétaire. Il conviendrait toutefois que le prochain budget fédéral attribue des ressources pour réunir différentes parties prenantes qui détermineraient un processus d'adoption d'une telle politique alimentaire nationale en collaboration avec les provinces et les territoires, et les organismes de la société civile intéressés à ces questions. Entre autres mesures que nous proposons pour assurer la reprise économique : mettre en œuvre une stratégie fédérale de prévention et d'élimination de la pauvreté fondée sur un revenu minimum garanti pour tous les Canadiens; assurer la viabilité des économies locales en encourageant les choix alimentaires locaux et durables et en éliminant les obstacles administratifs et bureaucratiques à l'intégration des petits producteurs et des petites entreprises sur le marché; réduire la dépendance envers le commerce international par l'entremise de la politique agricole et se concentrer plus sur les besoins et les marchés alimentaires locaux et nationaux; offrir des incitatifs fédéraux pour les aliments produits à l'échelle locale et de façon équitable, par l'entremise des politiques d'approvisionnement des établissements publics comme les écoles, les hôpitaux et les bureaux fédéraux; soutenir la souveraineté alimentaire autochtone et résoudre équitablement les revendications foncières, et protéger l'allocation des territoires pour les activités traditionnelles de la chasse, de la cueillette et de la pêche par les Autochtones.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Stimuler les économies locales viables de production alimentaire en augmentant l'accès et le soutien de l'agriculture urbaine; réformer l'attractivité des emplois du secteur agricole en soutenant les petites entreprises agricoles (où démarrent souvent les jeunes et les nouveaux agriculteurs); offrir des programmes de formation agricole dans les collectivités rurales et urbaines, avec des mesures comme

l'annulation partielle des prêts étudiants pour les jeunes gens qui se lancent en agriculture; aider les nouveaux immigrants qui ont une expérience en agriculture et en production alimentaire à s'y trouver une place; et enfin, mettre en place un régime d'épargne retraite à l'intention des agriculteurs. Une politique agricole devrait recourir aussi à l'approche de la carotte et du bâton pour promouvoir un virage vers une agriculture écologique et durable; enrayer la diminution actuelle des emplois de petits pêcheurs durables en privilégiant les petits pêcheurs indépendants, les flottes de propriétaires-exploitants et la pêche fondée sur des pratiques à faible impact environnemental. Quand des quotas sont en place, particulièrement s'ils doivent être vendus au plus offrant, des mesures doivent être prises pour élaborer des clauses de transfert strictes qui protègent les pêcheries et les éco-systèmes marins et assurent qu'ils demeurent au sein des collectivités côtières. Mieux soutenir les organismes de la société civile qui participent à l'éducation alimentaire, à la représentation des intérêts, à la justice et à la viabilité.

### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

S'attaquer à la grande diminution du nombre d'entreprises agricoles familiales et créer des possibilités pour les nouveaux jeunes agriculteurs, en veillant à offrir un soutien financier approprié, en collaboration avec les organismes qui soutiennent les agriculteurs nouveaux et existants (voir ce qui précède). Renforcer les économies rurales en soutenant les initiatives de développement économique durable et innovateur (énergie verte, vitalité économique de la collectivité) et en accordant la priorité à l'alimentation dans le secteur de la petite entreprise et de la formation professionnelle; le succès d'une politique agricole doit être évalué en fonction du revenu net d'une entreprise agricole plutôt que de son volume d'exportations; et les agriculteurs ont besoin d'un régime d'épargne-retraite. L'agriculture écologique offre la meilleure garantie à long terme d'être capable de répondre aux besoins nutritionnels d'une population qui vieillit. Créer un avenir alimentaire sûr exige de commencer tôt : le gouvernement fédéral devrait créer une stratégie alimentaire destinée aux enfants et subventionnée à l'échelle nationale (comprenant des programmes alimentaires dans les écoles, l'intégration de potagers en milieu scolaire et des programmes de sensibilisation aux questions reliées à l'alimentation) afin que tous les enfants aient en tout temps accès à l'alimentation nécessaire à une vie saine.

### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

L'augmentation de la productivité dans le secteur de l'agroalimentaire ne peut pas avoir lieu aux dépens de la viabilité environnementale et sociale. Le gouvernement devrait par conséquent : fournir infrastructure et soutien à la recherche et à la formation postsecondaire dans le domaine de la production alimentaire de façon à refléter la diversité des biorégions rurales et éloignées et à intégrer une variété de sources alimentaires (par exemple, les aliments traditionnels ou issus de la forêt) ainsi que des méthodes de production non industrielle. Renforcer les économies rurales en soutenant les initiatives de développement économique innovateur et durable (par exemple, les projets axés sur l'énergie verte ou la vitalité économique de la collectivité). Il faut éliminer les cultures modifiées génétiquement et n'en approuver aucune autre.

## **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

(1) Entreprises agricoles familiales et nouveaux agriculteurs. Il est tout simplement très difficile de joindre les deux bouts, à cause du manque de soutien soutenu des nouveaux agriculteurs, des agriculteurs biologiques et des petites entreprises agricoles familiales, qui sont autant d'éléments vitaux de notre sécurité alimentaire continue et de la viabilité des collectivités rurales. Il faut concevoir des programmes spécifiques, en pleine consultation avec les organismes représentatifs et les experts, pour répondre aux besoins des agriculteurs. (2) Canadiens à faible revenu. Environ 2 millions de Canadiens vivent dans l'insécurité alimentaire; une situation inacceptable dans un pays aussi riche que le Canada. Nous avons absolument besoin de mesures appropriées de soutien du revenu et de revenu minimum garanti pour mettre un terme à cette situation. (3) Les petites et moyennes entreprises (PME) et les coopératives qui veulent utiliser des aliments durables et locaux font face à une concurrence injuste du commerce international et des grands conglomérats. Ces PME jouent un rôle économique vital qui mérite plus de soutien et d'attention de la part du gouvernement fédéral.